



Direction départementale  
de la protection des populations

Service Sécurité de l'Environnement Industriel

AFFAIRE SUIVIE PAR : Sophie Gaillard, Annick Paret  
TELEPHONE : 02.38.42 42 78  
BOITE FONCTIONNELLE : sophie.gaillard@loiret.gouv.fr  
REFERENCE : annick/AP DERET LOGISTIQUE  
Vergers ap def



ORLEANS, le 20 JUIN 2012

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE**  
**imposant des prescriptions**  
**à la Société DERET LOGISTIQUE**  
**Site des Vergers à SARAN**  
**(mise à jour de l'étude de dangers)**

**Le Préfet du Loiret,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment le Livre I, le Titre 1<sup>er</sup> du Livre II et le Titre 1<sup>er</sup> du livre V (parties législative et réglementaire),

**VU** l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'étude de dangers annexée à l'appui de la demande présentée le 5 mai 1999 par la SA DERET DISTRIBUTION en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un nouvel entrepôt à SARAN, zone Pôle 45 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2000 autorisant la SA DERET DISTRIBUTION à exploiter un entrepôt de produits combustibles dans la zone d'activités des Vergers à SARAN ;

**VU** la déclaration de changement d'exploitant adressée le 30 septembre 2005 par la société DERET LOGISTIQUE, succédant à la SA DERET DISTRIBUTION ;

**VU** le récépissé de déclaration de cession en date du 7 novembre 2005 notifié à la société DERET LOGISTIQUE ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 2006 modifiant les prescriptions relatives à l'exploitation d'un entrepôt de produits combustibles par la société DERET LOGISTIQUE à SARAN, zone d'activités des Vergers à la suite de sa demande d'autorisation d'entreposer des boîtiers générateurs d'aérosols et des vêtements sur cintres ;

VU la lettre préfectorale en date du 23 septembre 2011 actualisant le tableau de classement des activités du site ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 6 avril 2012 ;

VU la notification à la société DERET LOGISTIQUE de la date de la réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et des propositions de l'inspecteur des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) du 26 avril 2012 au cours duquel la société DERET LOGISTIQUE a pu être entendue ;

VU la communication du projet d'arrêté au Directeur de la société DERET LOGISTIQUE ;

**CONSIDERANT** par ailleurs que l'établissement exploité par la société DERET LOGISTIQUE, situé rue du Champ Rouge, ZAC des Vergers à SARAN est soumis au régime de l'autorisation ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'établissement DERET LOGISTIQUE, situé rue du Champ Rouge, ZAC des Vergers à SARAN nécessitent d'être actualisées pour tenir compte des différentes modifications intervenues sur le site depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter susvisée ;

**CONSIDERANT** que les éléments présentés dans l'étude de dangers :

- ne répondent pas aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé,
- ne sont pas suffisants pour permettre cette actualisation des prescriptions ;

**CONSIDERANT** par conséquent que l'étude de dangers doit être mise à jour ;

**CONSIDERANT** les dispositions édictées par l'article R.512-31 du code de l'environnement prévoyant que des prescriptions additionnelles peuvent être fixées par arrêtés complémentaires si elles sont rendues nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret ;

## **ARRETE**

### **Article 1er –**

Les dispositions du présent arrêté complémentaire sont applicables à la société DERET LOGISTIQUE SAS, dont le siège social est situé 580 rue du Champ Rouge à SARAN (45770) pour son entrepôt qu'elle exploite rue du Champ Rouge, ZAC des Vergers à SARAN (45770), correspondant aux bâtiments dénommés H, I et J.

### **Article 2 – Mise à jour de l'étude de dangers**

La société DERET LOGISTIQUE est tenue de mettre à jour l'étude de dangers portant sur son établissement visé à l'article 1<sup>er</sup>.

Pour ce faire, la société DERET LOGISTIQUE établit une nouvelle version de son étude de dangers répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des

conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

De plus, la société DERET LOGISTIQUE traite ou développe les points suivants :

- calcul des besoins en eau en cas d'incendie et justification de la disponibilité des débits d'eau ainsi calculés,
- adéquation des volumes de rétention disponibles sur le site au regard des débits d'eau susmentionnés et modalités de mise en œuvre des dispositifs permettant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie,
- modalités du désenfumage au sein de chacune des cellules de stockage,
- dispositions constructives des mezzanines et justification de l'adéquation de ces dispositions avec les exigences réglementaires applicables au moment de leur construction, propositions de mesures compensatoires le cas échéant.

La société DERET LOGISTIQUE remet en préfecture du Loiret **3 exemplaires** de la nouvelle version de son étude de dangers dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 - Sanctions administratives**

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté, le Préfet du Loiret pourra, conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement :

- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux.
- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

### **Article 4 : Obligations du Maire**

Le Maire de SARAN est chargé de :

- joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classée dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

- afficher à la mairie pendant une durée minimum d'un mois un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis, par le maire de SARAN, au Préfet du Loiret, Direction Départementale de la Protection des Populations – Sécurité de l'Environnement Industriel – 181 rue de Bourgogne – 45042 ORLEANS Cédex.

### **Article 5 : Affichage**

Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### **Article 6 : Publicité**

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

Un extrait de l'arrêté préfectoral sera mis en ligne sur le site Internet de la préfecture du Loiret pendant une durée d'un mois.

**Article 7 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret, le maire de SARAN, l'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général**

  
**Antoine GUERIN**

## **Voies et délais de recours**

### **Recours administratifs**

L'exploitant peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie- Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 La Défense Cedex

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

### **Recours contentieux**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211.1 et L 511.1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après suivant la mise en service de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Tout recours est adressé en recommandé avec accusé-réception.**

Conformément à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, une contribution pour l'aide juridique de 35 euros devra être acquittée lors de l'introduction de l'instance, sauf dans les cas prévus au III de l'article précité, sous peine d'irrecevabilité de la requête présentée devant le Tribunal Administratif.

## DIFFUSION

- Original : dossier
- Intéressé : Société DERET LOGISTIQUE
- M. le Maire de SARAN
- M. l'Inspecteur des Installations Classées  
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
Subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr  
45590 SAINT CYR EN VAL
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
Service Environnement Industriel et Risques – 6 rue Charles de Coulomb – 45077 ORLEANS Cédex  
Service eau et Biodiversité – 5 avenue Buffon – BP 6507 – 45064 ORLEANS Cedex 2
- M. le Directeur Départemental des Territoires
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Délégation Territoriale du Loiret – Unité Santé Environnement
- M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- M. le Chef de l'UT 45 de la Direction Régionale de l'Entreprise, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles

